



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à CPS n°98
27 février 2005

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Retrait pur et simple du projet de loi Fillon !

Pour imposer le retrait des lois réactionnaires :

Rupture immédiate de toute « concertation » : il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement !

Front unique contre Chirac et son gouvernement pour les battre et les chasser !

UNE PROFONDE MOBILISATION SPONTANÉE.

Le 20 janvier les enseignants et fonctionnaires, par la grève et les manifestations, ont montré leur volonté de combattre contre le gouvernement et ses "réformes"; dès le lendemain, des manifestations de lycéens éclataient dans nombre de villes. Dans le même temps, l'aspiration des enseignants et personnels à la grève et à la manifestation nationale **avant les congés de février** s'est exprimée dans les Assemblées générales, dans les réunions syndicales.

À l'inverse de cette exigence, les dirigeants syndicaux ont refusé tout combat centralisé, toute manifestation nationale à l'Assemblée nationale avant les vacances de février, alors même que "grèves" et manifestations de lycéens éclataient dans différentes villes. La mobilisation s'est cristallisée sur une exigence : "**retrait du projet Fillon** "!

LE GOUVERNEMENT MANŒUVRE.

Afin de désamorcer cette puissante vague de fond, Fillon a déclaré vouloir renvoyer à plus tard la discussion sur la réforme du baccalauréat. La presse aux ordres a aussitôt déclaré : "*le gouvernement recule* "

Mensonge ! Fillon a simplement retiré une phrase du rapport annexé à la loi réduisant à six les épreuves anonymes au baccalauréat. Mais il laisse l'intégralité de l'article 16 de son projet de loi : "*En vue de la délivrance des diplômes, il peut être tenu compte des résultats du contrôle continu, des résultats du contrôle en cours de formation, des résultats d'examens terminaux ou de tout autre mode garantissant l'acquisition de savoir et compétences* " De même la suppression de milliers de postes d'enseignants, d'options, de sections pour la rentrée 2005 montrent que les annonces de Fillon sur le rétablissement des options ne sont que des manœuvres.

La jeunesse ne s'y est pas trompée : elle a maintenu l'exigence de retrait du projet de loi. Fillon a alors déclaré : "*je ne céderai rien* ». Il affirme vouloir s'appuyer sur les dirigeants des organisations qui, contraints aujourd'hui par les enseignants et les lycéens de se prononcer pour le retrait de la loi Fillon, tentent néanmoins de préserver le gouvernement et son projet de loi en affirmant, entre autre, vouloir discuter d'une « bonne » réforme du bac. Mais comment peut-on exiger le « retrait » du projet sans rompre toute « concertation » avec la gouvernement ?

RETRAIT DE LA LOI FILLON. IL N'Y A RIEN À NÉGOCIER. AUCUNE AUTRE LOI D'ORIENTATION.

Le très réactionnaire projet Filon a été préparé par de longues négociations avec les représentants des organisations syndicales, ceux des parents d'élèves et ceux de soi-disant "syndicats lycéens"(sans existence réelle), avec notamment le "grand débat" sur l'école et le rapport Thélot. C'est en s'appuyant sur ces "négociations" que le gouvernement a pu présenter, début janvier, un projet quasi définitif. C'est dans le cadre de ce projet que le gouvernement a mis en place un groupe de travail sur la réforme du bac, groupe auquel toutes les organisations ont accepté de participer jusqu'à début février.

Et c'est contre le projet gouvernemental - et contre cette politique de "concertation"-, que s'est exprimée, dans les lycées, parmi les enseignants puis les lycéens, l'exigence claire : "**retrait du projet Fillon** ".

Si nombre de dirigeants syndicaux demandent formellement "*l'abandon du projet Fillon* ", ils demandent en même temps des "négociations" pour "*une autre loi d'orientation* " Or, avec ce gouvernement , il ne peut y avoir que des lois réactionnaires ; la première exigence pour en finir avec cette politique, c'est d'en finir avec ce gouvernement.

2003-2004-2005 UN PROFOND MÛRISSEMENT POLITIQUE.

Au printemps 2003, de puissantes grèves et manifestations ont eu lieu contre le projet de loi Fillon s'attaquant aux retraites (notamment les pensions de la Fonction publique) et contre la décentralisation. L'exigence formulée explicitement par de nombreuses Assemblées générales et manifestations était l'appel à la grève générale. Mais les dirigeants syndicaux – FSU, CGT, FO – s'y refusèrent. Alors que cette mobilisation posait la question du pouvoir, ils protégeaient ainsi le gouvernement. Celui-ci put faire passer ses deux projets de loi; les travailleurs subissaient une défaite. Mais la conscience qu'il fallait combattre contre ce gouvernement pour en finir avec lui a mûri durant les mois qui ont suivi.

Au printemps 2004, lors des élections régionales – puis européennes -, les travailleurs ont clairement exprimé cette exigence : Chirac et ses candidats ont été durement défaits, à deux reprises. En votant pour les candidats du PS et du PCF (aux cantonales), en votant pour les listes dirigées par le PS et le PCF, les travailleurs ont indiqué qu'un autre gouvernement était nécessaire et possible immédiatement : un gouvernement des seuls PS et PCF. Non pas un gouvernement d'alliance du PS et du PCF avec des formations bourgeoises (Radicaux et Verts) se soumettant à Chirac, tel celui dirigé par Jospin de 1995 à 2002, mais un gouvernement des seuls partis ouvriers. Mais d'un tel gouvernement, ni le PS, ni le PCF n'en veulent. Ils ont réaffirmé que Chirac était le seul gouvernement possible, jusqu'à 2007 au moins. " *Il n'y a pas d'alternative* " déclarait MG Buffet.

La concertation des dirigeants syndicaux avec le gouvernement s'est poursuivie sur tous les projets réactionnaires (contre le statut des fonctionnaires, contre le droit de grève à la SNCF, sur les projets Borloo, etc...). Dans le même temps, ces dirigeants ressassaient : " *les travailleurs sont encore sous le coup de la défaite de 2003* ". Ainsi relégitimé, le gouvernement Chirac Raffarin, l'UMP et l'UDF ont repris l'offensive. En particulier contre l'école.

Mais la volonté de combat, des enseignants en particulier, s'est exprimée le 20 janvier : malgré le cadre de " journée d'action ", à l'initiative des fédérations de fonctionnaires et contre la politique des dirigeants syndicaux qui demandaient " *une autre loi d'orientation* ", la grève et les manifestations furent massives.

UN MOUVEMENT POLITIQUE.

Le 20 janvier et les jours suivants, la mobilisation spontanée des lycéens a commencé à surgir: éparpillée, lycée par lycée. La manifestation du 5 février, bien que convoquée en soutien à la loi Aubry dite des 35 heures (loi de flexibilité et d'annualisation du temps de travail) fut utilisée par 500 000 travailleurs du privé et du public pour manifester leur volonté de combattre contre la politique de ce gouvernement, contre le gouvernement.

Le 10 février (alors que 12 académies sur 26 sont en congé), les manifestations de lycéens furent massives : 14 000 à Lyon, 15 000 à Paris. Grèves et manifestations de lycéens se poursuivirent, éparpillées, et le 15 février, 40 000 manifestants défilent à Paris, 15 000 à Bordeaux (seules académies non encore en vacances). Et, fait sans précédent, des manifestations ont lieu dans des académies en vacances. Ce mouvement spontané, profond de la jeunesse exprime la recherche dans les rangs de la population laborieuse de surmonter les obstacles au combat contre le gouvernement. La grève spontanée des cheminots les 26 et 27 janvier, s'inscrivant de fait contre l'accord dit de « prévention des conflits » signé entre la direction et les dirigeants syndicaux, atteste de cette recherche. Il en est de même de la grève spontanée déclenchée par les agents de piste d'Air France trois semaines plus tard.

COMMENT VAINCRE ?

Ces mobilisations attestent d'une profonde aspiration au combat contre Chirac et son gouvernement. Le gouvernement espère que le mouvement se disloquera. Il compte, pour ce faire, sur la politique des dirigeants syndicaux, sur le PS et le PCF. Ainsi l'UNL (" organisation " tenue par une fraction du PS), demande des " partiels " en classe de première et terminale. La direction du SNES, celle de la FSU se prononcent pour " l'abandon " de la loi Fillon tout en réclamant « *d'autres choix* », " *une autre loi d'orientation* ". Le PS et le PCF se sont inscrits dans une bataille d'amendements .

La responsabilité des dirigeants syndicaux, du PS, du PCF, c'est de réaliser immédiatement le Front unique sur des mots d'ordre clairs:

- **Retrait pur et simple du projet Fillon ! Il n'y a rien à négocier !**
- **Rupture immédiate de toute " concertation " avec le gouvernement, sa " majorité " UMP-UDF !**

Sur cette base, assez d'actions disloquées :

grève et manifestation centrale à l'Assemblée nationale de toute l'Éducation nationale !

Un tel combat, pour être victorieux, doit s'inscrire dans une perspective politique : la nécessité d'en finir au plus vite avec Chirac et son gouvernement. Chirac et son gouvernement ne partiront pas d'eux-mêmes ; **la mobilisation de toute la classe ouvrière par la grève générale peut l'imposer**. Préparer les conditions d'une telle grève générale de toute la classe ouvrière est indissociablement lié aux mots d'ordre ci-dessus.

UNE ALTERNATIVE OUVRIÈRE IMMÉDIATE AU GOUVERNEMENT DE CHIRAC.

Nombre de travailleurs savent que ni le PS, ni le PCF ne veulent chasser Chirac parce qu'ils défendent le système capitaliste. Mais par leur vote au printemps dernier, les travailleurs ont cherché, une fois encore, à utiliser le PS (et le PCF) parce que leur premier objectif est d'en finir avec Chirac et sa politique. La classe ouvrière ne peut avancer d'alternative à Chirac qu'avec les organisations dont elle dispose. Avancer la perspective d'un gouvernement des seuls PS et PCF est un moyen de réaliser l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. C'est affirmer qu'il y a une alternative au gouvernement Chirac, qu'il est possible et nécessaire d'en finir avec Chirac et son gouvernement.

Bien évidemment, la classe ouvrière ne pourra en finir avec ce régime et cette société qu'en construisant un authentique parti ouvrier, un Parti ouvrier révolutionnaire. Mais un tel parti ne peut se construire qu'en combattant pour que se réalise le Front unique, c'est à dire l'unité dans le combat des organisations de la classe ouvrière.